

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 23 octobre 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Politique : nomination de LAN Foan comme ministre des finances

Finances publiques : 137 Mds USD d'émissions obligataires supplémentaires par le gouvernement central (0,8 % du PIB chinois)

Finances publiques : pour les trois premiers trimestres, la Chine enregistre un déficit public de 5 887 Mds RMB (755 Mds EUR), en baisse par rapport à 2022

Banque et finance [\(ici\)](#)

Banques et marchés : Central Huijin achète des ETF pour soutenir les marchés financiers chinois

Marché boursier : les indices clôturent en hausse cette semaine

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : le MofCom officialise de nouvelles mesures de contrôle export portant sur le graphite

Relation Chine - Australie : une détente attendue de la relation commerciale bilatérale

Commerce extérieur : un excédent commercial en hausse malgré la baisse des échanges sur les neuf premiers mois de 2023

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : Stellantis conclut un partenariat stratégique avec Leapmotor et cède trois usines à Dongfeng

Télécommunications : Foxconn sous le coup d'une enquête administrative en Chine

Économie numérique : inauguration du siège du nouveau Bureau national des données

Politique intérieure : M. YIN Hejun est nommé ministre de la Science et de la Technologie

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Environnement : révision de la loi sur la protection de l'environnement marin

Pêche : publication du livre blanc sur le développement de la pêche en haute mer

Aviation civile : la CAAC publie son plan de subventions pour le développement de l'aviation civile régionale

Industrie aéronautique : COMAC vise une réduction de 60% des émissions de CO2 avec le long-courrier C929

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Réformes : deuxième Policy Address de John LEE

Macao [\(ici\)](#)

IDE : les flux d'IDE entrants et sortants de Macao ont connu une baisse de 30,8 % et 66,7 % respectivement en 2022

Taiwan [\(ici\)](#)

Croissance de l'économie : le CIER a revu ses prévisions à la baisse pour 2023

Investissements : forte sortie des investissements taiwanais au cours des neuf premiers mois 2023

Relation Canada-Taiwan : finalisation des négociations sur la promotion et la protection des IDE

Chine continentale

Conjoncture

Politique : nomination de LAN Foan comme ministre des finances

Nommé au poste de secrétaire du Parti du Ministère des finances en septembre 2023, LAN Foan a été officiellement désigné ministre des finances, succédant à Liu Kun. LAN Foan a occupé durant 30 ans de nombreux postes dans le Guangdong parmi lesquels chef de cabinet du Bureau des finances, vice-maire de la ville de Dongguan puis vice-gouverneur du Guangdong en 2016. Il est ensuite devenu secrétaire de la commission disciplinaire puis gouverneur dans la province du Hainan en 2021 et secrétaire de la province du Shanxi en 2022.

Finances publiques : 137 Mds USD d'émissions obligataires supplémentaires par le gouvernement central (0,8 % du PIB chinois)

A l'issue de la 6ème réunion du Comité permanent de la 14ème Assemblée populaire nationale, les autorités ont annoncé un plan d'émission d'obligations souveraines de 1000 Mds CNY (137 Mds USD), et autorisé le relèvement du plafond de déficit budgétaire à 3,8 % du PIB en 2023, en hausse par rapport aux 3 % initialement prévus. Les autorités ont également permis aux collectivités locales d'émettre en avance 20 % de leurs quotas d'émissions obligataires de 2024.

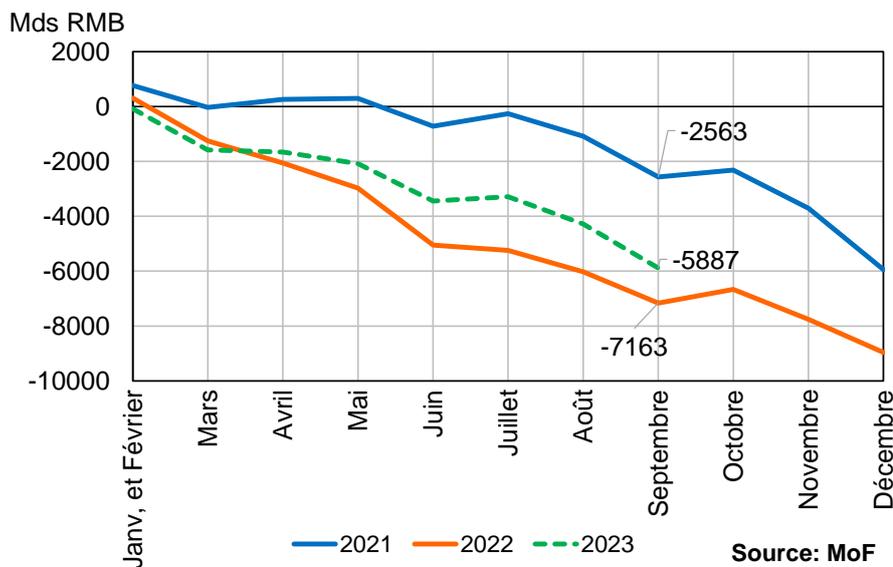
Les fonds levés par les nouvelles obligations souveraines devraient, selon le gouvernement, être alloués à la reconstruction des zones sinistrées dans le pays et à l'amélioration des infrastructures urbaines afin de mieux résister aux catastrophes naturelles. La moitié sera utilisée sur la fin de l'année 2023 et l'autre moitié sur l'année 2024. Les fonds seront transférés aux gouvernements locaux, le gouvernement central étant responsable du paiement du principal et des intérêts, afin de s'assurer qu'il n'y a pas de charge de la dette supplémentaire pour les autorités locales.

Sur les 30 dernières années, il y a eu seulement trois nouvelles émissions d'obligations souveraines en cours d'année : 270 Mds CNY en 1998 pour la reconstitution de capital des quatre grandes banques, 1 550 Mds CNY en 2007 pour la création de la China Investment Corporation et 1 000 Mds CNY en 2020 pour la lutte contre l'épidémie. Le relèvement du plafond de déficit public n'était pas intervenu depuis 2008. Cette annonce à fort effet signal intervient dans un contexte de crise de l'immobilier prolongée, de finances publiques locales fragiles et de baisse de confiance des entreprises et des investisseurs étrangers, et une semaine avant la Conférence nationale sur le travail financier, qui ne se réunit qu'une fois tous les cinq ans.

Finances publiques : pour les trois premiers trimestres, la Chine enregistre un déficit public de 5 887 Mds RMB (755 Mds EUR), en baisse par rapport à 2022

Nota bene : les données mensuelles publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les comptes publics détaillent les recettes publiques et les dépenses publiques du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales, ainsi que du « deuxième compte public », qui correspond aux divers fonds des administrations publiques. Le déficit budgétaire public officiel annuel est le solde du seul premier compte public, après transferts et ajustements avec les autres comptes. Les données concernant le troisième et quatrième compte publics, qui couvrent respectivement des fonds liés aux capitaux d'État et les caisses de sécurité sociale, ne font pas l'objet de communication mensuelle par le MoF.

De janvier à septembre, la Chine enregistre un déficit public au niveau de ses deux premiers comptes publics de 5 887 Mds RMB (755 Mds EUR), soit 6,45 % du PIB.



Bilan du premier compte des finances publiques

Libellé	En Mds RMB	JAN à SEP (en g.a.)
Recettes Totales	16 671	8,9 %
TVA domestique	5 345	60,3 %
Taxe sur la consommation	1 247	-4,9 %
Impôts sur les sociétés	3 372	-7,4 %
Impôts sur les individus	1 131	-0,4 %
TVA & TC de l'importation	1 413	-7,3 %
Droits de douane	190	-12,1 %
Remise de taxe à l'exportation	1 419	-4,6 %
Taxe d'entretien urbain et de construction	399	3,2 %
Taxe sur les achats d'automobile	203	5 %
Droits de timbre	303	-11,2 %
Taxe sur les ressources naturelles	232	-13,4 %
Taxe sur les terres et l'immobilier	1 386	-5,2 %
Taxe sur la protection environnementale	16	-1,6 %
Divers	93	6,5 %
Dépenses Totales	19 790	3,9 %
Education	2 964	4,3 %
Science & technologie	673	3,3 %
Culture, tourisme, sport & média	260	0,8 %
Sécurité sociale & emploi	3 080	8,2 %
Hygiène & santé	1 679	3,3 %
Economie d'énergie & protection d'environnement	369	1,7 %
Communautés urbaines & rurales	1 423	-0,9 %
Agriculture, forestier & eau	1 656	3,9 %
Transport	867	-2,5 %
Intérêts sur la dette	858	4,4 %

Du côté du deuxième compte public, la Chine enregistre une baisse de 15,7 % en g.a. des recettes des fonds gouvernementaux de janvier à septembre, à 3 868 Mds RMB (496 Mds EUR), tirée par la contraction des recettes des fonds gouvernementaux locaux (qui représentent l'essentiel du deuxième compte public), toujours fortement affectés par les difficultés du secteur immobilier. Les dépenses des fonds sont en baisse de 17,3 % en g.a. (contre -21,7 % en août), à 6 637 Mds RMB (909 Mds EUR). Le solde du deuxième compte public est donc en déficit de 2 769 Mds RMB (355 Mds EUR). *Retour au sommaire [ici](#).*

Banque et finance

Banques et marchés : Central Huijin achète des ETF pour soutenir les marchés financiers chinois

Peu de temps après avoir augmenté sa prise de participation dans chacune des quatre grandes banques chinoises ([voir les brèves du SER de Pékin du 16 octobre 2023](#)), le fonds souverain Central Huijin a annoncé le 23 octobre acheter certains ETFs (*Exchange-Traded Funds*), et prévoit de continuer cette démarche. Le montant précis de la transaction n'est pas communiqué, et le marché estime qu'il atteint 10 Mds RMB.

Les analystes considèrent que cette opération vise à stabiliser les marchés financiers chinois, qui connaissent une situation difficile (voir ci-dessous brève marchés).

Marché boursier : les indices clôturent en hausse cette semaine

Cette semaine, les marchés boursiers en Chine enregistrent une hausse, à la suite de mesures prises par les autorités. En particulier, l'indice principal de la bourse de Pékin a augmenté de 4,2 %. L'indice Heng Seng des Entreprises Chinoises de la bourse de Hongkong (HSCEI) enregistre aussi une hausse. Cependant, par rapport au début de l'année, les indices sont toujours en forte baisse.

S'agissant du *stock connect*, les marchés chinois continuent à enregistrer des sorties nettes du capitaux cette semaine, d'un montant modéré de 446 M RMB, après 24,04 Mds RMB la semaine dernière.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50	HSCEI
Entre le 16 et 20 OCT	1,5%	1,2%	2,1%	1,7%	0,0%	4,2%	2,0%
Depuis le 1er OCT	-3,4%	-3,0%	-3,4%	-3,7%	-2,9%	-6,7%	-2,8%
Depuis le 1er JAN	-8,0%	-2,3%	-11,3%	-17,8%	-10,2%	-19,6%	-10,8%

[Retour au sommaire ici.](#)

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur : le MofCom officialise de nouvelles mesures de contrôle export portant sur le graphite

Le 20 octobre, le MofCom a annoncé imposer des mesures permanentes de contrôle sur les exportations pour (i) le graphite artificiel de haute pureté, de haute résistance et de haute densité, ainsi que ses dérivés, ainsi que pour (ii) le graphite naturel en paillettes et ses dérivés, notamment le graphite sphérique et le graphite expansé. Le [communiqué](#) précise que les mesures seront mises en œuvre dès le 1er décembre 2023 et que d'autres types de graphite, jugés « peu sensibles » comme les électrodes de carbone pour les fourneaux, ne seront désormais plus soumis à des mesures de contrôle sur les exportations. En effet, des mesures temporaires de contrôle sur les exportations étaient en vigueur [depuis 2006](#) pour les produits à base de graphite, considéré comme un bien à double usage, le graphite synthétique pouvant servir dans la construction de missiles et de réacteurs nucléaires.

Pour rappel, la Chine n'est pas le seul pays à imposer des restrictions à l'exportation pour les produits à base de graphite. Les [Etats-Unis](#) et le [Japon](#) imposent également des mesures de contrôle sur les exportations pour le graphite synthétique. Toutefois, le champ d'application des mesures de contrôle sur les exportations chinois est plus large, comprenant en particulier le graphite sphérique, utilisé notamment dans la fabrication de batteries.

Relation Chine - Australie : une détente attendue de la relation commerciale bilatérale

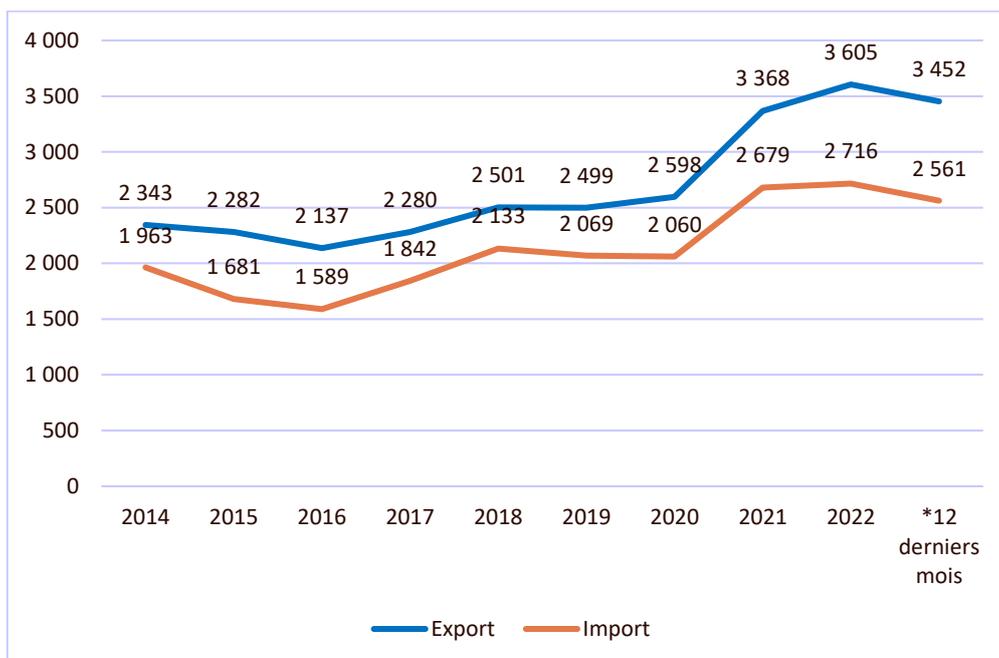
Selon [un communiqué](#) publié le 22 octobre par le ministère du Commerce (MofCom), la Chine et l'Australie sont parvenues à un accord pour régler leurs différends sur l'exportation de vin australien vers la Chine dans le cadre de l'OMC, ainsi que sur les droits de douane australiens pour les tours éoliennes chinoises. Cette annonce marque un réchauffement des relations entre les deux pays, en vue de la prochaine visite en Chine du premier ministre australien Anthony Albanese du 4 au 7 novembre 2023. Le 16 octobre 2023, la commission antidumping australienne [avait déjà recommandé](#) de ne pas prolonger les mesures antidumping sur les tours éoliennes chinoises au-delà du 16 avril 2024, date d'expiration des mesures actuelles.

Pour rappel, en mars 2021, la Chine avait imposé des droits de douane allant jusqu'à 218 % sur la majorité du vin australien, à la suite d'une demande par le gouvernement d'Australie pour lancer une enquête sur l'origine du Covid-19.

Commerce extérieur : un excédent commercial en hausse malgré la baisse des échanges sur les neuf premiers mois de 2023

Malgré la baisse des exportations et importations chinoises sur les neuf premiers mois de l'année (-5,7 % et -7,5 % en g.a.), la Chine se dirige vers un excédent commercial record pour 2023 (+0,3 % en g.a. par rapport à la même période l'année dernière à 657 Mds USD). Un effet de base, un effet prix, la dépréciation du yuan depuis janvier 2022 et la dégradation de la conjoncture internationale – notamment les tensions grandissantes entre US, UE et Chine – peuvent expliquer la baisse en valeur du commerce extérieur chinois, qui reste néanmoins à un niveau supérieur à ceux pré-pandémiques. Si les principaux postes d'exportation chinois sont en baisse, les exportations de véhicules à moteur demeurent très dynamiques (+84 % en g.a. à 73 Mds USD). Le commerce bilatéral avec la Russie s'est pour sa part accru sur les neuf premiers mois de 2023, alimenté par une forte augmentation des exportations chinoises vers la Russie (+56 % en g.a. à 82 Mds USD).

Graphique 1 : Évolution des exportations et des importations chinoises (Mds USD)



*d'octobre 2022 à septembre 2023

Source : [Administration générale des douanes chinoises](#)

[Retour au sommaire](#) [ici](#).

Industrie et numérique

Automobile : Stellantis conclut un partenariat stratégique avec Leapmotor et cède trois usines à Dongfeng

Le 26 octobre, Stellantis a [officialisé](#) un partenariat stratégique avec le constructeur chinois de véhicules électriques Leapmotor, dans le cadre duquel (i) Stellantis investira près de 1,5 Md EUR pour l'acquisition d'environ 20 % de Leapmotor ; (ii) Stellantis et Leapmotor créeront une coentreprise « Leapmotor International », gérée par Stellantis à 51 %, qui détiendra les droits exclusifs de fabrication, d'exportation et de vente des produits Leapmotor en dehors de Chine. Stellantis disposera de deux sièges au conseil d'administration de Leapmotor et nommera le CEO de la coentreprise « Leapmotor International ». Ce partenariat vise à stimuler davantage les ventes de Leapmotor en Chine et à utiliser la présence commerciale internationale de Stellantis pour accélérer les ventes de Leapmotor à l'international (en commençant par l'Europe). La coentreprise envisage de démarrer les premières livraisons internationales au cours du second semestre 2024.

Le 19 octobre, Dongfeng Motor Group a [annoncé](#) un accord d'acquisition des actifs de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Company (DPCA), pour un montant de 1,714 M CNY (220 000 EUR). La transaction inclut trois usines de productions de véhicules thermiques localisées à Wuhan, Chengdu et Xiangyang. Pour rappel, DPCA est une coentreprise détenue à 50 % par Dongfeng Motor Group et à 50 % par le groupe Stellantis. Le groupe Stellantis a [déclaré](#) qu'il continuera à collaborer avec Dongfeng Motor Group pour produire et vendre des véhicules Peugeot et Citroën en Chine. En outre, il soutiendra les exportations des véhicules Peugeot et Citroën produits en Chine, notamment celles des modèles Peugeot 4008 et 5008 vers l'ASEAN et celles du modèle Citroën C5X vers l'Europe. Enfin, Stellantis a réaffirmé l'importance de sa coopération avec Dongfeng Motor Group et a réitéré son soutien aux efforts de marketing de DPCA pour les marques Peugeot et Citroën.

Télécommunications : Foxconn sous le coup d'une enquête administrative en Chine

Selon le [Global Times](#), les autorités chinoises mènent des inspections et contrôles fiscaux auprès de l'entreprise taïwanaise Foxconn, l'un des principaux fournisseurs d'Appel, dans les provinces de Guangdong et de Jiangsu. Cette annonce a précipité la chute du cours boursier de Foxconn. [Selon Bloomberg](#), les actions de Hon Hai Precision Industry Co, la branche publique de Foxconn, ont perdu 5 % cette semaine. Foxconn Industrial Internet Co., filiale de Hon Hai, a chuté de 15 % à Shanghai, tandis que deux unités cotées à Hong Kong ont également reculé mardi. Au total, la valeur

des quatre actions a chuté d'environ 9 Mds USD. Ces enquêtes s'ajoutent aux nombreux défis auxquels est confronté Foxconn, notamment la morosité de l'économie chinoise, la faiblesse des ventes du modèle iPhone 15 et les défis liés à l'irruption récente de l'entreprise sur le marché saturé des véhicules électriques. Terry Gou, le fondateur de Foxconn a annoncé en août qu'il se présenterait aux élections présidentielles taïwanaises de janvier prochain en tant que candidat indépendant.

Économie numérique : inauguration du siège du nouveau Bureau national des données

La cérémonie d'inauguration du siège du nouveau Bureau national des données (National Data Bureau - NDB) s'est tenue le 25 octobre à Pékin. Cette cérémonie pourrait préfigurer une entrée en opérations imminente de cette nouvelle administration, placée sous la tutelle de la NDRC ; le recrutement du personnel est en cours, et les noms de ses principaux dirigeants sont déjà connus. Toutefois, l'organigramme exact du NDB n'a pas encore été révélé.

Le développement de l'économie numérique soulève d'importants enjeux réglementaires, par exemple en matière de régulation de l'intelligence artificielle. Parallèlement, la Chine s'est dotée d'un arsenal réglementaire strict s'agissant des échanges transfrontaliers de données. De concert avec l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) – principal régulateur cyber chinois avec lequel les relations du NDB ne sont pas encore clarifiées –, le NDB devra coordonner la construction d'infrastructures de données, accompagner la numérisation de la gouvernance (*smart cities, e-government*), ou encore coordonner l'exploitation et le transfert des données en Chine et à vers l'étranger ([voir les brèves de la semaine du 6 mars 2023](#)).

Politique intérieure : M. YIN Hejun est nommé ministre de la Science et de la Technologie

Le 24 octobre, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a nommé M. YIN Hejun comme ministre de la Science et de la Technologie (MOST), en remplacement de M. WANG Zhigang. M. YIN Hejun avait été nommé secrétaire du Parti au MOST le 7 octobre ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 9 octobre 2023](#)) et cumulera donc les deux rôles.

Pour rappel, le MOST joue un rôle central dans la politique d'autosuffisance technologique de la Chine et connaît actuellement une réorganisation dont les contours commencent à se préciser ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 16 octobre 2023](#)).

Retour au sommaire [ici](#).

Développement durable, énergie et transports

Environnement : révision de la loi sur la protection de l'environnement marin

La deuxième révision de la loi sur la protection de l'environnement marin datant du 23 août 1982 vient d'être [approuvée](#) le 24 octobre par le Comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire et prendra effet le 1^{er} janvier 2024. Elle a été révisée pour la première fois en 1999 et amendée en 2013, 2016 et 2017. Organisée en neuf chapitres, la nouvelle [version révisée](#) clarifie les responsabilités des départements et des localités concernés, renforçant ainsi le système de gestion intégrée de l'environnement côtier et marin. Une attention particulière est accordée à la préservation de la biodiversité marine, avec des dispositions améliorées pour le renforcement de la surveillance et de l'évaluation de l'écosystème marin, ainsi que pour la préservation et la restauration de corridors écologiques marins cruciaux. La loi met également l'accent sur un contrôle rigoureux de la pollution. Elle prohibe catégoriquement des activités telles que le déversement, l'empilement et l'élimination de déchets solides sur le littoral, exigeant des mesures préventives pour empêcher que des déchets solides n'atteignent la mer.

Pêche : publication du livre blanc sur le développement de la pêche en haute mer

Le 24 octobre, le Conseil des Affaires d'État chinois a publié un [livre blanc](#) intitulé « Développement de la pêche en haute mer en Chine » qui met en avant **les efforts de la Chine pour lutter contre la pêche INN en haute mer** (illicite, non déclarée, non réglementée). La Chine aurait ainsi renforcé les processus d'octroi de licence pour les vaisseaux, les capacités de traçage des vaisseaux et des pêches, la coopération bilatérale et multilatérale dans les instances spécialisées (comme l'accord sur les subventions à la pêche de l'OMC récemment signé), et les sanctions à l'encontre des entreprises chinoises (137 MUSD d'amendes depuis 2016, 6 compagnies auraient été interdites de pêche en haute mer), avec une attention portée notamment aux pêches de thon, de calamars, de balaou du Japon, de légine. Actuellement, 177 entreprises et 2551 chalutiers chinois sont autorisés à pêcher en haute mer (production de 2,3 Mt/an sur un total de 14-16 Mt) selon le Livre Blanc, soit la plus grande flotte en haute mer mondiale. Pour rappel, le 14^{ème} Plan Quinquennal limite le nombre de bateaux de haute mer à 3000 et les prises à 2,3 Mt/an.

Ce livre blanc vient en réponse aux différentes accusations de pêche INN effectuée par la Chine, dont un [rapport récent](#) de la U.S. National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) l'incriminant de ne pas être

asse active dans la restriction de la pêche INN. La pêche INN a été l'un des sujets abordés lors de la rencontre du Commissaire européen à l'environnement et de la DG chargée de la pêche lors avec le vice-ministre du MARA fin septembre en Chine.

Industrie aéronautique : COMAC vise une réduction de 60% des émissions de CO2 avec le long-courrier C929

Le 22 octobre, lors du Forum International du Développement de l'Aviation Verte, tenu en marge de la conférence annuelle de l'Association Chinoise des Sciences à Hefei, Anhui, M. WU Guanghui, concepteur en chef du programme C919 de COMAC, [a exposé](#) les avancées des projets ARJ21 et C919 en matière d'aviation durable et partagé les principes de conception écologique du projet C929, actuellement en phase de conception préliminaire.

Selon M. WU, les émissions de carbone de l'ARJ21-700 ont déjà été réduites de 5,9%, notamment grâce à des travaux d'allègement des sièges. Le C919 devrait permettre une réduction des émissions de carbone de 12% à 15% par rapport aux modèles similaires plus anciens. Quant au programme C929, [dont le partenaire russe se serait récemment retiré](#), l'objectif est ambitieux : réduire les émissions de carbone de 60%.

M. WU affirme que le C929 sera pensé dès sa conception selon des principes de réduction de l'empreinte environnementale, avec une faible consommation de carburant, un faible niveau sonore et de faibles émissions. Pour atteindre cet objectif, M. WU a exposé certaines des mesures que COMAC ambitionne de mettre en œuvre pour réduire les émissions de carbone. M. WU cite par exemple l'utilisation d'une technologie d'avionique modulaire complète permettant de réduire le poids des équipements embarqués. L'adoption d'une nouvelle génération de technologies aérodynamiques avancées supercritiques, telles que les ailes à cambrure variable, permettrait, selon COMAC, d'améliorer l'efficacité aérodynamique. L'utilisation accrue de matériaux composites, à hauteur de plus de 50%, permettra également de réduire le poids de l'avion. Enfin, M. WU affirme que l'utilisation de turboréacteurs à haut taux de dilution (*high bypass ratio turbofan engine*) et de carburants d'aviation durables (SAF) contribueront également à l'effort de réduction de l'empreinte environnementale.

Aviation civile : la CAAC publie son plan de subventions pour le développement de l'aviation civile régionale

Dans le cadre de la gestion du Fonds de développement de l'aviation civile, destiné à dynamiser l'écosystème de l'aviation régionale en Chine, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) [a récemment dévoilé](#) son plan de subventions pour l'année 2024, soumis à consultation publique. Ce plan, d'un montant total de 4,3 milliards de CNY (soit 557 millions d'euros), comprend des aides destinées aux compagnies d'aviation

régionale, aux opérateurs d'aviation générale, aux aéroports civils de petite et moyenne taille ainsi qu'à soutenir des projets d'amélioration de la sécurité et de formation.

Concernant les liaisons régionales, une enveloppe de 1,4 milliard de CNY (183 millions d'euros) sera partagée entre 49 compagnies aériennes chinoises. Six d'entre elles recevront chacune plus de 100 millions de CNY (12,9 millions d'euros) : Air China, China Eastern, China Southern, Sichuan Airlines, China Express et Tianjin Airlines.

Le tableau ci-dessous présente les montants de subventions pour les 5 catégories précitées et pour les années 2024, 2023 et 2020 (année de référence pré-Covid).

Montants en MEUR			
	2024	2023	2020
Liaisons régionales			
Nombre de compagnies bénéficiaires	49	49	49
Air China	18,6	25,9	6,7
China Eastern	35,1	28,7	24,2
China Southern	23,4	35,3	17,0
Sichuan Airlines	18,9	29,9	11,2
China Express	18,9	22,7	28,2
Tianjin Airlines	17,6	13,7	5,7
Total	182,7	239,8	143,3
Aviation générale			
Nombre de compagnies bénéficiaires	206	205	197
Total	77,4	79,6	62,7
Petits et moyens aéroports			
Nombre d'aéroports bénéficiaires	161	180	174
Total	234,7	232,1	202,8
Projets de sécurité aérienne			
Nombre de projets bénéficiaires	485	494	382
Total	38,4	38,2	31,0
Education et formation			
Nombre de projets bénéficiaires	245	234	129
Total	24,1	40,2	21,9
Total	557,1	629,8	461,6

Retour au sommaire [ici](#).

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Réformes : deuxième Policy Address de John LEE

La Policy Address (discours de politique générale) du 25 octobre a mis en avant les priorités gouvernementales pour l'année 2024 :

- **Stimuler le marché immobilier** à travers la réduction des taux du Buyer's Stamp Duty (BSD) et du New Residential Stamp Duty (NRSD), passant de 15 % à 7,5 % et la diminution de la période applicable du régime Special Stamp Duty (SSD) de trois à deux ans pour faciliter l'acquisition de nouveaux biens immobiliers résidentiels. Le gouvernement a également annoncé la construction de 410 000 logements sociaux au cours de la prochaine décennie.
- **Renforcer l'attractivité de Hong Kong en tant que hub financier** : les droits de timbre sur les ventes de titres seront réduits de 0,13 % à 0,1 %. J. LEE a également mis en avant l'importance de la finance verte à Hong Kong, en lançant une nouvelle feuille de route visant à promouvoir le développement de solutions technologiques financière innovantes et à financer les projets de Fintech verte.
- **Approfondir les liens économiques avec la Chine continentale via la GBA** : Le gouvernement prévoit d'établir un Comité de coopération financière Shenzhen-Hong Kong en partenariat avec les autorités de Shenzhen. Un "Visa entrée multiple" sera prochainement disponible pour les expatriés travaillant pour une entreprise basée à Hong Kong afin de faciliter leurs déplacements vers la Chine continentale.

NB : de nombreuses annonces ont été faites, cette liste ne mentionne que les principales sans être exhaustive.

Retour au sommaire [ici](#).

Macao

IDE : Les flux d'IDE entrants et sortants de Macao ont connu une baisse de 30,8 % et 66,7 % respectivement en 2022

Selon le Service des statistiques et des recensements de Macao (DSEC), les flux d'IDE entrants à Macao ont fortement diminué (-30,8 % par rapport à 2021) atteignant 3,6 Mds USD en 2022. Ces flux entrants proviennent principalement de Chine continentale (68%) et des Îles Vierges britanniques (19 %). Les flux d'IDE sortants ont également diminué significativement (-66,7 % par rapport à l'année 2021). Fin 2022, le stock d'IDE de Macao à Hong Kong a baissé de 8,5 % par rapport à fin 2021, atteignant seulement 1,1 Mds USD. En 2022, 1 259 entreprises de Macao ont investi dans la GBA, soit une augmentation de 200 par rapport à 2021.

Retour au sommaire [ici](#).

Taiwan

Croissance de l'économie : le CIER a revu ses prévisions à la baisse pour 2023

Le *Chung-Hua Institution for Economic Research* (CIER), a [revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2023 de 1,6 % à 1,38 %](#). Elles sont inférieures à celles récemment publiées par la CBC (1,46 %) et la DGBAS (1,61 %), mais supérieure à la dernière estimation du FMI (0,8 %). D'après le CIER, la demande domestique contribuera à la croissance à hauteur de 1,97 point, grâce notamment à la consommation privée (3,17 points) qui progresserait de 7,04 %; néanmoins, l'investissement y contribuerait négativement (-4,73 %; -1,24 point). En terme du commerce extérieur, le CIER anticipe une contribution négative (-0,59 point) à la croissance, les exportations et les importations de biens et de services diminuant de -3,36 % et de -3,31 % respectivement.

Investissements : forte sortie des investissements taiwanais au cours des neuf premiers mois 2023

Selon les [statistiques du Department of Investment Review \(DIR\) du MOEA](#), les IDE à Taiwan ont diminué de -28 % (en g.a.) sur les neuf premiers mois 2023, atteignant environ 8 Mds USD. Le DIR a indiqué que cette baisse était due à un effet de base, le montant sur la même période de l'année précédente enregistrant un record (11 Mds USD) avec notamment les projets des développeurs internationaux en éolien en mer. S'agissant des IDE sortants, le montant s'élève à 17 Mds USD, soit une hausse de 190 % en g.a., dont les investissements de TSMC aux Etats-Unis (8 Mds USD), de Foxconn (800 MUSD) et du transporteur maritime Yang Ming (800 MUSD) à Singapour. Il est à noter que les investissements taiwanais à destination des pays ciblés par la Nouvelle Politique en direction du Sud (essentiellement de Singapour, de Vietnam et de Thaïlande), progressent de 65 % par rapport aux neuf mois 2022, atteignant 4,3 Mds USD, alors que ceux vers la Chine (2,5 Mds USD) diminuent de -17 %.

Relation Canada-Taiwan : finalisation des négociations sur la promotion et la protection des IDE

Par communiqué du 24 octobre 2023, le ministère canadien des affaires mondiales (Global Affairs Canada) a annoncé avoir finalisé avec Taiwan des négociations, lancées en février dernier, sur un accord entre le Canada et Taiwan sur la promotion et la protection des investissements étrangers (Foreign Investment Promotion and Protection Arrangement, FIPA). De son côté, le bureau des négociations commerciales de Taiwan (OTN) a indiqué que cet accord, constitué de plus de 70 articles, permettait de renforcer la prévisibilité des conditions d'investissements, ainsi que de promouvoir l'investissement inclusif entre les deux pays. D'après son négociateur commercial en Chef, John DENG, la conclusion de cet accord permettra de diversifier les investissements taiwanais vers l'international et pourrait faciliter la participation de l'île dans les initiatives commerciale avec les pays partenaires (dont CPTPP). [Retour au sommaire ici](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : laureen.calcat@dgtresor.gouv.fr